



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général aux  
affaires départementales**

**BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT**

**ARRÊTÉ N° 52-2024-09-00097 DU 26 SEPTEMBRE 2024**

portant mise en demeure de respecter les dispositions prévues aux articles L. 171-7 et suivants du Code de l'environnement et imposant des mesures conservatoires

***Commune de OSNE-LE-VAL***

La Préfète de la Haute-Marne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,

**VU** le Code de l'environnement et notamment les articles L. 511-1 et L. 171-7 ;

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Régine PAM, Préfète de la Haute-Marne ;

**VU** le décret du 25 octobre 2023 nommant M. Guillaume THIRARD, Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 52-2023-12-000030 du 6 décembre 2023 portant délégation de signature à M. Guillaume THIRARD, Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 20 août 2024, réalisé suite à la visite d'inspection menée le 09 avril 2024 sur le site exploité par la commune de OSNE-LE-VAL représentée par M. Yannick RICHARD, Maire de la commune, désigné comme l'exploitant, sur le territoire de la commune de OSNE-LE-VAL, implantée au lieu-dit « la Chaletre » ;

**VU** l'absence d'observations de l'exploitant suite au courrier adressé le 20 août 2024 par le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est lui enjoignant de formuler sa réponse sous 15 jours ;

**CONSIDÉRANT** que les constats effectués lors de la visite d'inspection 09 avril 2024 font état d'une présence de déchets potentiellement dangereux sur la parcelle cadastrée en section YD parcelle 27 sur le territoire de la commune de OSNE-LE-VAL ;

**CONSIDÉRANT** qu'au vu du caractère organisé du dépôt d'une partie de ces déchets par la commune, le stockage de déchets relève de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'activité est exercée sans bénéficier des actes administratifs idoines ;

**CONSIDÉRANT** que ce stockage de déchets, peut porter atteinte aux intérêts défendus visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, notamment pouvant provoquer une pollution des sols, des eaux de surface, ou une pollution des eaux souterraines ;

**CONSIDÉRANT** qu'en outre, il n'a pas été démontré ni la compatibilité du site avec les déchets stockés, ni la conformité des installations actuellement exploitées avec les textes réglementaires applicables aux stockages des déchets dangereux et non dangereux ;

**CONSIDÉRANT** que dans ces conditions, le site ne peut plus recevoir des déchets ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 171-7 sus-visé dispose :

*« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an. Elle peut, en outre, ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 45000 € par le même acte que celui de mise en demeure ou par un acte distinct.[...] »*

*L'autorité administrative peut, en toute hypothèse, édicter des mesures conservatoires aux frais de la personne mise en demeure.*

*L'autorité administrative peut, à tout moment, afin de garantir la complète exécution des mesures prises [...] Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. [...]*

*[...] S'il n'a pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, ou si la demande d'autorisation, d'enregistrement, d'agrément, d'homologation ou de certification est rejetée, ou s'il est fait opposition à la déclaration, l'autorité administrative ordonne la fermeture ou la suppression des installations ou ouvrages, la cessation de l'utilisation ou la destruction des objets ou dispositifs, la cessation définitive des travaux, opérations, activités ou aménagements et la remise des lieux dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le présent code. [...]* »

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et d'imposer des mesures conservatoires pour protéger les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement dans l'attente de cette régularisation ;

**SUR** proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne,

## **ARRÊTE**

**Article 1 :** La commune de OSNE-LE-VAL, dénommée ci-après l'exploitant, dont le siège social est située 1 place du Renouveau – 52300 OSNE-LE-VAL, est mise en demeure de régulariser, au titre de la législation des installations classées, son site exploité illégalement sur la parcelle cadastrée en section YD parcelle 27, dans un délai de 9 mois à réception du présent arrêté.

**Article 2 :** Par mesures conservatoires et dans l'attente qu'il ait été statué sur la demande de régularisation, l'exploitant est tenu de respecter les prescriptions suivantes :

• **Sans délai :**

- Interdire la prise en charge de tous types de déchets sur la plate-forme actuelle ;
- Cesser tout brûlage à l'air libre ;
- Afficher l'interdiction de dépôt de déchets aux abords du site ;
- Assurer la stabilité de la zone de verse.

• **Sous un délai de 3 mois :**

- Pose de 2 piézomètres situés en fond de vallon en dessous de la verse actuelle : en amont

du site et en aval du site ;

- L'emplacement, la profondeur et les modalités de réalisation des forages de surveillance sont établis d'après l'avis d'un hydrogéologue agréé ;
- La réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des forages se font conformément aux normes en vigueur ;
- La localisation des ouvrages est précisée sur le plan et transmis à l'inspection des installations classées ;
- Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE, ...) ;
- Une surveillance de la qualité des eaux souterraines est réalisée **2 fois par an** (hautes eaux et basses eaux) ;
- Les prélèvements et analyses sont réalisés pendant une durée de **quatre ans** à compter de la publication du présent arrêté. Après cette période, le suivi peut être levé par décision de l'inspection des installations classées une fois l'absence d'impact de l'installation sur les eaux souterraines démontrée ;
- L'exploitant devra réaliser 6 sondages sur la zone de stockage afin de caractériser la nature des déchets stockés.

Les paramètres suivants sont analysés

Métaux totaux
Aluminium
Arsenic
Plomb
Cadmium
Chrome total
Fer
Cuivre
Nickel
Phosphore total
Argent
Zinc
Étain
Zirconium
Mercure
Manganèse
Autres
Nitrate
Nitrite
Azote
Fluorure
Hydrocarbure
Amiante

Les résultats sont comparés aux valeurs de référence en vigueur (norme de potabilité....).

Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées annuellement sous un rapport de synthèse présentant :

- Une présentation générale du contexte hydrogéologique ;
- Une présentation des piézomètres ;
- Les résultats des mesures effectuées au cours de l'année ;
- L'interprétation de ces mesures ;
- L'évaluation de l'impact des prélèvements liés à l'exploitation.

**Article 3 :** Comme le prévoit le II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, en cas de manquement aux obligations prévues aux articles 1 et 2 du présent arrêté, il pourra être procédé à la publication de l'acte arrêtant les sanctions, sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans.

**Article 4 :** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 5 :** Le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand-Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de OSNE-LE-VAL.

Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire général de la préfecture,



Guillaume THIRARD

*Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans le même délai de deux mois à compter de sa publication.*